

## INTERGLOBAL

LIBYE

# Les kadhafistes condamnés à mort

Maryline Dumas

**Après un procès chaotique de 16 mois, neuf responsables de l'ancien régime ont été condamnés à mort. Les organisations internationales dénoncent une procédure « inéquitable ».**

« Je suis triste. Je trouve le verdict trop dur. Je ne mérite pas la peine de mort. Je n'ai pas compris comment le processus judiciaire a fonctionné », réagit Baghdadi Ali al-Mahmoudi, l'ancien premier ministre de Mouammar Kadhafi, au lendemain de sa condamnation à mort.

Mardi 28 juillet, neuf hauts responsables de l'ancien régime, parmi lesquels Baghdadi Mahmoudi, Saïf al-Islam Kadhafi, fils de l'ancien dictateur, et Abdallah Senoussi, beau-frère du Guide et chef de la sécurité intérieure, ont été condamnés à mort. Huit autres se sont vu imposer la prison à vie, une dizaine ont écopé de peines de prison de 5 à 12 ans, quatre ont été innocentés et un envoyé en hôpital psychiatrique.

## « Ce n'est pas ça la justice ! »

Les 37 accusés devaient répondre de charges concernant des crimes de guerre, des incitations au viol, des meurtres, d'actes portant atteinte à l'unité nationale et de faits de corruption avant et pendant la révolution de 2011.

Seuls 29 des prisonniers étaient présents à la lecture du verdict, mardi 28 juillet à Tripoli. La plupart sont restés impassibles. Abdallah Senoussi

a seulement croisé les bras. Également condamné à mort, Bouzid Dorda, qui fut premier ministre dans les années 1990 et également chef des services secrets, a gardé son sourire figé. Général proche de Saïf al-Islam Kadhafi, Jibril Kadiki s'est évanoui sur sa chaise. Son malaise n'a pas empêché le président du tribunal de poursuivre la lecture du jugement. Jibril Kadiki, condamné à 12 ans de prison, a été porté par deux gardes hors de la pièce. À la sortie des juges, un des accusés s'est levé et a crié « Frères musulmans, Al-Qaïda ! Ce n'est pas ça la justice ». Il a aussitôt été évacué et les journalistes ont reçu pour consigne de ne pas parler de l'incident.

## 4.000 pages de dossier

Un incident qui révèle beaucoup sur l'ambiance dans laquelle ce procès a eu lieu. Commencé le 14 avril 2014 - alors que la Libye n'avait encore qu'un seul gouvernement -, il est loin d'avoir été à la hauteur des standards qu'on aurait pu attendre d'un événement aussi symbolique. Boudée par les Libyens qui se préoccupent bien plus de la guerre civile qui fait rage depuis mai 2014 dans leur pays, la procédure laisse les observateurs étrangers sceptiques. Les 4.000 pages du dossier ont été étudiées par le tribunal en moins d'une trentaine de séances de quatre à cinq heures chacune.

Ayant quitté le pays suite aux combats de l'été 2014, qui ont donné lieu à la création de deux gouverne-

ments rivaux, l'ONU et les organisations internationales n'ont pas pu assister aux audiences, alors que les médias étrangers ont parfois été interdits d'audience - l'auteur de ces lignes s'est ainsi vu refuser l'accès à cinq reprises sur un total de 11 tentatives. Le procès s'est déroulé à Tripoli, la capitale libyenne aux mains du gouvernement du salut national, entité considérée comme illégitime par les Nations unies.

Amnesty international a évoqué un « procès inéquitable » : « Loin de contribuer à établir la vérité et à garantir l'obligation de rendre des comptes pour les graves violations commises durant le conflit armé de 2011, ce procès met en lumière les faiblesses d'une justice pénale qui ne tient plus qu'à un fil dans un pays déchiré par la guerre, sans autorité centrale. »

## Les avocats sous pression

Les avocats des accusés ont fait les frais de cette situation très particulière. Dans ce pays où la loi des armes reste la plus forte, il est difficile de défendre les hommes de l'ancien régime. Le 27 avril 2014, Me Ali Dhouba annonçait à la cour qu'il ne souhaitait plus s'occuper de la défense d'Abdallah al-Senoussi « pour des raisons de sécurité ». Ce jour-là, l'avocat boitait pour se rendre à la barre. S'il a refusé publiquement de faire tout lien entre sa blessure et son retrait, un de ses confrères affirme qu'il « a été menacé et a reçu une balle dans la jambe ».

Ce n'est que quelques semaines plus tard qu'un remplaçant lui a été trouvé, alors que le procès se poursuivait normalement. D'autres avocats, surtout tunisiens, se sont vu refuser l'accréditation leur permettant de suivre le procès de leur client.

Pendant des mois, les défenseurs n'ont eu de cesse de demander plus de temps pour lire les dossiers ou faire venir tel ou tel témoin. Le fait est qu'aucun témoin ne s'est déplacé jusqu'au tribunal, situé en plein cœur de la prison d'Al-Hadhba à Tripoli. La plupart des personnes citées par les avocats sont actuellement en exil à l'étranger. Conscientes de s'être trop mouillées avec l'ancien régime, elles n'ont pour le moment pas la possibilité de revenir en Libye, leur sécurité n'étant pas garantie.

## Refaire ce procès

Mehdi Bouaoujah, avocat tunisien de l'ancien premier ministre Baghdadi Mahmoudi, ne voit qu'une seule solution : refaire ce procès, mais cette fois à l'étranger. « Que l'on fasse venir des juges libyens, que l'on applique la loi libyenne, mais que cela ait lieu dans un lieu neutre où chacun pourra travailler ou s'exprimer sans aucune pression. »

Les accusés, eux aussi, ont souffert de l'ambiance anarchique. Saïf al-Islam, le fils préféré du Guide libyen, n'a assisté qu'à une poignée d'audiences par connexion satellite. Détenu par une brigade à Zintan, fief révolutionnaire situé à 160 kilomètres



Les accusés lors de l'annonce du verdict, mardi, à Tripoli. Au deuxième rang, Abdallah Senoussi (gauche) et Baghdadi Mahmoudi (droite), tous deux condamnés à mort.

au sud-ouest de Tripoli, l'héritier désigné du dictateur est utilisé comme un trésor de guerre depuis sa capture en novembre 2011. Il a en effet permis à Zintan, petite ville bédouine de quelque 25.000 habitants, d'acquiescer une image de fief révolutionnaire important. Saïf al-Islam n'a ainsi jamais été remis aux autorités libyennes - et encore moins à la Cour pénale internationale qui le réclame depuis 2011. Au début de son procès, l'héritier de Mouammar Kadhafi assistait aux audiences par écran interposé. Mais les combats qui ont débuté dans l'Ouest libyen en juillet 2014 ont vu s'opposer les troupes de Fajr Libya, qui contrôlent aujourd'hui Tripoli, aux Zintanis. Résultat : Saïf al-Islam n'a pas été vu en public et n'a pas participé à son procès depuis plus d'un an. Sadiq al-Sour, le procureur, a affirmé qu'il serait réentendu le jour où il tomberait aux mains des autorités libyennes.

### Tortures

Baghdadi Mahmoudi, lui, aurait été extradé en juin 2012 de Tunisie vers la Libye de façon illégale, selon

son avocat Mehdi Bouaouajah : « Le transfert a eu lieu dans des circonstances troubles et les autorités libyennes n'ont pas respecté l'accord d'extradition. Les charges ont été modifiées et il n'y a pas eu de procès équitable. » Le 20 mai, lors de la dernière audience, retransmise à la télévision, l'ancien premier ministre, diminué, a accusé le ministère public de « tortures. » Une sortie que le procureur général, Sadiq al-Sour, qualifie de « mensonge » : « Tous les prisonniers ont accès à un médecin. Si cette affirmation était vraie, il y aurait eu un rapport. » Mehdi Bouaouajah s'esclaffe en entendant cette réponse : « Qui osera faire un rapport sur ces tortures ? On meurt pour moins que cela en Libye ! » Selon lui, son client aurait été torturé « une nouvelle fois » plus récemment : « On lui a fait inhaler un gaz par le nez et la bouche. Il a failli suffoquer. »

Rencontré dans le bureau du directeur de la prison Al-Hadba, où il est détenu, Baghdadi Mahmoudi a déclaré être bien traité. L'interview, réalisée au lendemain de sa condamnation, était surveillée par Khaled el-Cherif, le directeur en personne. « Je

peux parler librement », a cependant assuré le prisonnier.

Atteint d'un cancer, Baghdadi Mahmoudi apparaît affaibli. Il explique lui-même souffrir d'« une dizaine de maladies chroniques et de problèmes psychiques » : « J'ai une sévère dépression », reconnaît cet ancien médecin qui dit recevoir tous les traitements nécessaires. Selon un de ses avocats, ce trouble mental s'est déclenché après qu'un des fils de Mouammar Kadhafi l'eut « violenté » en 2011.

### Nicolas Sarkozy

Les paroles de l'ancien premier ministre se font plus rapides lorsque Nicolas Sarkozy est évoqué. Khaled el-Cherif n'intervient pas, alors qu'il est notoirement connu que les gardes de sa prison n'apprécient pas que les journalistes posent des questions sur celui qui est toujours considéré comme un héros par les révolutionnaires libyens.

En 2012, avant son extradition de Tunisie vers la Libye, Baghdadi Mahmoudi avait affirmé que Nicolas Sarkozy avait touché 50 millions

d'euros de Mouammar Kadhafi pour financer sa campagne présidentielle de 2007. Maintient-il aujourd'hui ses affirmations sur l'ancien président français ? « Ce n'est pas le bon moment pour en parler. J'envisage d'écrire un livre pour raconter tout cela si on m'en laisse le temps », répond-il avant d'ajouter : « Sachez que je connais très bien Claude Guéant (conseiller de Nicolas Sarkozy à l'époque) et Cécilia Sarkozy. D'ailleurs, elle a une meilleure connaissance de la Libye que Sarkozy lui-même. » La question est posée : « Sarkozy a-t-il pris de l'argent ? » Le prisonnier jette un œil à son geôlier et souffle : « Oui. »

